

Commission : Conseil de l'UE d'Intégration, Jeunesse et Culture

Problématique : Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ?

Auteur : Roumanie

La Roumanie est une république démocratique semi-présidentielle, membre de l'UE depuis 2007, elle est dirigée par le président indépendant Klaus Iohannis depuis 2014 en tant que chef d'État et par le premier ministre du parti social-démocrate Ion-Marcel Ciolacu en tant que chef du gouvernement depuis 2023. Venant d'intégrer avec la Bulgarie l'espace Schengen en 2024 (sauf pour les frontières terrestres avec l'UE qui restent désormais pour l'instant contrôlées), elle représente la limite la plus à l'est de l'UE, face à des pays en dehors de l'union comme l'Ukraine, la Serbie et la République de Moldavie. Elle a aussi un accès à la mer noire au sud-est du territoire. Étant considéré comme le sixième pays le plus peuplé de l'UE avec une population d'environ 19 millions d'habitants, il est cependant celui avec la plus petite proportion d'habitants issus de l'immigration, ceux-ci ne représentant que 0,8 % de la population totale (soit aux alentours de 152 000 immigrés déclarés).

Améliorer l'intégration des immigrés et des réfugiés dans l'UE peut aboutir à la création d'une culture européenne très riche et diversifiée, tout en permettant aux états en pleine crise démographique (population qui vieillit) ou crise migratoire (solde migratoire négatif), comme c'est le cas de la Roumanie qui a enregistré le chiffre record de 5 millions d'expatriés en 2022, d'obtenir de la main d'oeuvre notamment jeune pour les tâches et les emplois les plus pénibles (agriculture, main d'oeuvre ouvrière...). Cependant, cette affaire soulève aussi de nombreuses doutes par rapport au sort des immigrants clandestins, arrivant de manière illégale aux côtes de l'UE à la recherche d'une vie meilleure, pouvant représenter un danger pour la sécurité européenne, la Roumanie s'est ainsi déjà portée volontaire en compagnie de la Bulgarie à la réalisation de projets pilotes avec la collaboration de l'entreprise de sécurité frontalière européenne FRONTEX en 2023, consistant à l'implémentation de mesures de sécurité permettant la mise en place d'un processus de gestion des demandes d'asile et de retour de migrants clandestins vers leurs pays d'origine plus rapide et efficace, accompagnée par le renforcement des effectifs de surveillance dans les frontières donnant avec l'extérieur de l'UE. Les résultats de ces projets se sont avérés très encourageants aux yeux de la Commission européenne.

Cependant, dû à la faible proportion d'immigrés dans la population roumaine précédemment mentionnée, l'accueil et l'intégration des immigrés et réfugiés en Roumanie représente un sujet secondaire auquel on accorde peu d'importance. Ainsi selon le MIPLEX (*Migration Integration Policy Index*), en 2020, les immigrés en Roumanie bénéficiaient de ce que l'on considèrerait comme "égalité sur le papier", c'est à dire ils bénéficient de droits basiques et fondamentaux comme l'accès moyennement bon à l'éducation, au marché du travail, à une résidence et à la santé ainsi que de fortes mesures anti-discrimination tout en n'ayant pas les mêmes opportunités que les citoyens roumains notamment dans l'accès à la nationalité ou bien aux postes politiques. L'État obtient ainsi une ponctuation de 49/100 qui la place dans la même tendance que la majorité des pays d'Europe centrale et de l'est, tout en obtenant des résultats légèrement supérieurs.

Néanmoins, même si cette affaire ne représente pas une priorité pour le gouvernement roumain, nous avons quand même mis en place certains projets dans le but d'améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des immigrés et réfugiés au sein de notre société. Ainsi, dès 2016, financé à partir de l'AMIF (*Asylum, Migration and Integration Fund*), le projet InterACT (*Integrated services for migrants, social and intercultural dialogue*), tient à faciliter l'accès à l'assistance médicale, au soutien psychologique, à l'éducation, à l'emploi, aux activités culturelles et finalement à la langue, pour les nouveaux arrivés en Roumanie. Cette initiative se réalise à partir d'un réseau de volontaires permettant ainsi, au cours de cette procédure d'intégration, des échanges interculturels aboutissant à

une société plus cohésionnée mais aussi riche et diverse culturellement. Des projets comme celui-ci deviennent de plus en plus importants pour notre État, à une époque où l'immigration envers la Roumanie augmente, notamment dû à la guerre en Ukraine qui est à l'origine de millions de réfugiés ukrainiens et moldaves (3,3 millions d'Ukrainiens et 1.3 millions de Moldaves) qui surtout transitent mais parfois s'installent aussi en territoire roumain.

Dans les séances de débat qui auront lieu du 25 au 27 avril 2024, la Roumanie tiendra à proposer des accords pour favoriser l'immigration envers des États en nécessité de main d'oeuvre, tout en demandant des subventions afin d'accueillir et pouvoir gérer les vagues migratoires provenant de l'Ukraine et en renforçant le contrôle de ses frontières face à l'arrivée d'immigrants clandestins à travers d'une étroite collaboration avec FRONTEX et d'accords avec les pays d'origine de ces immigrants, profitant ainsi de sa place en tant que frontière la plus à l'est de l'UE.

Ces demandes pourront être formulées avec l'appui de la Pologne, la Bulgarie ou l'Hongrie pour qui la situation migratoire est très similaire.

En somme, même si ce n'est pas un sujet prioritaire dans sa politique, la Roumanie fera de son mieux pour profiter de l'immigration comme un outil d'accès à une main d'oeuvre nécessaire dans un pays qui ne cesse de perdre des habitants, mais elle tiendra aussi à renforcer le contrôle de ses frontières (limite la plus à l'est de l'UE) en profitant de son étroite relation avec l'entreprise FRONTEX dans le but de diminuer l'arrivée d'immigrants illégaux dans l'UE. Ainsi la Roumanie s'intègre dans une tendance politique plutôt europhile, même si certaines de ses idées dérivent dans une visée légèrement eurosceptique notamment dû au fait que notre État veille parfois seulement à son propre développement à travers l'immigration plutôt qu'au développement de l'UE en général.